

Le nouveau Galileo enfin sur les rails

Enfin. Le projet Galileo, le système européen de navigation par satellite, est finalement lancé après moult revirements et tergiversations. Les ministres des Transports de l'Union européenne viennent de valider la nouvelle organisation du projet, financé à 100% de manière publique.

« Nous avons envoyé aujourd'hui un signal clair à l'Europe et au monde entier : nous restons fermement engagés envers un service de navigation par satellite de grande qualité d'ici 2013 », a déclaré à Reuters le ministre des Transports slovène Radovan Zerjav, dont le pays occupe actuellement la présidence de l'UE.

Grâce à l'accord intervenu entre les ministres, l'Agence spatiale européenne pourra lancer un appel d'offres pour des contrats qu'elle espère clore d'ici la fin de 2009.

Le GPS américain a donc encore de beaux jours devant lui mais au moins une chose est sûre : son concurrent européen devrait enfin sortir des limbes.

Rappel des faits. En 2005, un consortium d'industriels (les français Thalès et Alcatel-Lucent, l'espagnol Hispasat, le britannique Inmarsat, les italiens AENA et Finmeccanica, ainsi qu'un conglomérat allemand dirigé par Deutsche Telekom et European Aeronautic, Defence & Space Co) allié au secteur public avait reçu le feu vert pour lancer le projet.

Objectif : un système opérationnel mis en orbite d'ici 2008, objectif ensuite reporté à 2011. Le projet devrait comprendre 30 satellites (contre les 24 du GPS).

Pour l'instant, un seul satellite a été lancé, en 2005. Le lancement deuxième à l'automne 2006 avait fini par être

reporté, suite à une avarie technique.

Les difficultés du consortium à former une entité pour chapeauter le projet et à choisir pour celle-ci un directeur général ont bloqué les pourparlers entre les industriels et les responsables de l'UE sur les termes de la concession de vingt ans qui devait leur être accordée pour exploiter Galileo.

Les industriels ont refusé de prendre le moindre risque financier à l'échéance qui avait été fixée au 10 mai par les ministres des Transports des Vingt-Sept.

Face à ces blocages, la Commission européenne a annoncé ce mercredi son intention de retirer le contrat de construction au consortium d'entreprises auquel elle l'a attribué, au profit d'un financement **intégralement public**.

Les Vingt-Sept ont donc décidé que l'argent public financerait l'infrastructure satellitaire pour un coût de **3,4 milliards d'euros**, soit 2,4 milliards supplémentaires par rapport au milliard d'euros déjà injecté, sur un coût total, exploitation comprise, de 10 milliards d'euros.

Pour autant, certains pays, comme le Royaume-Uni, ne sont pas convaincus qu'il s'agit réellement d'un programme stratégique dans la mesure où son concurrent, le GPS (Global Positioning System) américain, est d'ores et déjà disponible gratuitement.

Mais la plupart des pays européens sont d'un avis contraire. Ces derniers ont finalement emporté la décision.

Pendant ce temps, une nouvelle version du GPS américain devrait être lancée. La Chine est également sur le point de lancer sa propre technologie maison.

Concrètement, le marché sera divisé en six segments avec la garantie qu'aucune entreprise ne pourra être chef de file dans plus de deux lots. Le chef de file d'un segment devra

également sous-traiter 40% du contrat, mais pas à ses propres filiales.